

## La Conférence de Copenhague

### *Une première étape importante*

*(21 décembre 2009)*

La conférence de Copenhague s'est achevée par un **accord politique** visant à **limiter l'élévation de la température au maximum à 2°C**, à **réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre** et à **mettre en place un fonds de solidarité pour les pays les plus vulnérables**.

#### 1. L'Accord de Copenhague

Après plus de 24 heures de négociations entre 28 chefs d'État et à l'issue d'une succession de rencontres bilatérales et multilatérales, les principaux acteurs de la négociation ont conclu un **texte politique**, « **l'Accord de Copenhague** », qui a ensuite été endossé à l'issue de la conférence **par la quasi totalité des 192 Etats représentés**.

Quoi qu'on en dise, il s'agit d'une **première étape essentielle** puisque l'Accord de Copenhague confirme la nécessité de **limiter l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2 degrés**.

Afin d'atteindre cet objectif, cet accord précise, d'une part, que **les pays industrialisés s'engagent à mettre en œuvre**, individuellement ou conjointement, **des objectifs quantifiés de réductions d'émissions à partir de 2020**, d'autre part, que **les pays en développement s'engagent à prendre des actions d'atténuation de leurs émissions**. L'ensemble de ces objectifs (pour les pays industrialisés) et actions (pour les pays en développement) devront être recensés en Annexe à l'accord de Copenhague d'ici le 31 janvier 2010.

#### 2. Le début d'un processus de construction commun

Ce rendez-vous marque l'entrée dans un **processus de construction commun** puisque désormais, la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Afrique, le Brésil et, bien sûr, l'Europe sont assis autour de la même table. Il convient par ailleurs de ne pas oublier trop vite qu'un processus comme celui de **Kyoto a mis treize ans pour aboutir**.

Un certain nombre de pays en développement, y compris **les principales économies émergentes**, ont **accepté de communiquer leurs efforts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre tous les deux ans**. Les mesures de réduction bénéficiant d'un appui international technique et financier devront être consignées dans un registre. Les chefs d'État ont demandé une révision de cet accord en 2015, afin de permettre un réexamen de l'objectif à long terme visant à limiter l'élévation de la température moyenne mondiale à 1,5 degré.

### 3. Des engagements financiers

Les négociations de Copenhague vont également permettre **une action rapide sur l'atténuation, l'adaptation, la technologie, la réduction des émissions résultant du déboisement dans les pays en développement et le renforcement des capacités.**

En effet, l'accord de Copenhague comprend des **engagements financiers importants** : à court terme, **d'ici 2012, 10 milliards de dollars par an ont été actés.** Ils sont destinés **prioritairement aux pays les plus vulnérables**, ce qui était une **revendication française forte.** Pour les **financements à long terme**, les pays développés ont accepté de soutenir conjointement un **objectif de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement.**

Avec 119 dirigeants du monde entier, le sommet de Copenhague constitue **le plus grand rassemblement de chefs d'Etat et de gouvernement de l'histoire de l'ONU.** Le défi consiste désormais à **transformer l'Accord de Copenhague en un accord politique mesurable et vérifiable.** La prochaine assemblée annuelle des Nations unies sur les changements climatiques aura lieu vers la fin de 2010 à Mexico, précédée par une importante session de deux semaines de négociations à Bonn, en Allemagne, prévue du 31 mai au 11 juin.